

Rapport de FIDH et Iteka sur les crimes commis depuis avril 2015 au Burundi

FIDH, 15/11/2016 Burundi : une répression aux dynamiques génocidaires (Paris, New York, Kampala, Bujumbura) La FIDH et la ligue ITEKA publient aujourd'hui le rapport Burundi : Une répression aux dynamiques génocidaires. Ce document est le résultat d'un an et demi d'enquête et d'analyse sur la répression et les crimes perpétrés du régime au Burundi depuis la grande vague de contestation populaire d'avril 2015. Le rapport de 200 pages présente les crimes commis depuis avril 2015 au Burundi, principalement par les forces de sécurité du régime et les milices des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure : meurtres, enlèvements, disparitions, tortures, viols, détentions massives. Les principaux lieux de détention et de torture sont les camps. Les chaînes de commandement de la répression sont reconstituées et apportent la preuve que les directives viennent du plus haut sommet de l'État. Les éléments recueillis par la FIDH et la ligue ITEKA confirment la radicalisation et les dérives extrêmement inquiétantes du régime : l'ethnicisation de la crise ; le recours à une propagande fondée sur une idéologie ethnique qui assimile les opposants, les membres de la société civile, les journalistes, et les Tutsi à des ennemis du régime qu'il faut éliminer ; la poursuite des crimes de masse à huis clos ; l'utilisation d'unités d'élite et de milices pour réprimer les opposants ; la rupture de la coopération avec les Nations unies et le retrait du Burundi de la Cour pénale internationale (CPI). Ainsi, le président du Sénat burundais, Ruvyiron Ndikuriyo, s'exprimant le 1er novembre 2015, devant ses partisans et des miliciens issus de la jeunesse du parti au pouvoir (les Imbonerakure), déclarait en désignant les Tutsi : « Si vous entendez le signal avec une consigne que ça doit se terminer, les motions et les pleurs n'auront de place ! Vous devez pulvériser, vous devez exterminer ces gens (â€) Attendez le jour où l'on dira « travaillez ! » vous verrez la différence ! ». Le rapport documente et dénonce également les violences dont sont victimes les rares personnes, défenseurs des droits humains, journalistes et intellectuels, qui ont encore le courage d'enquêter et de faire connaître cette situation. Il dénonce également les violations commises par les groupes armés d'opposition qui mènent une politique d'assassinats ciblés et des attaques dans le pays qui attise la violence et renforce la répression. Pour stopper la dérive meurtrière du régime, la FIDH et la ligue ITEKA appellent l'Union africaine et les Nations unies à déployer une mission d'imposition de la paix afin de protéger les populations civiles. La gravité des crimes commis et l'impunité totale dont jouissent leurs auteurs devraient pousser la CPI à enquêter sur les crimes commis au Burundi. Enfin, il est essentiel de relancer les discussions politiques et un dialogue interburundais inclusif pour trouver une issue à la crise. - Lire le résumé du Rapport - Lire l'intégralité du Rapport